

CIBLE

Siméon

Obstacles juridiques, chantage de la Banque mondiale, dénigrement systématique, campagne de diffamation : rien n'a pu, finalement, arrêter ou atténuer le mouvement démocratique et populaire qui a donné une majorité écrasante aux candidats qui se réclament de Siméon de Bulgarie.

Il ne s'agit pas d'une victoire, mais d'un élan salutaire. Tous les groupes sociaux et culturels y ont sans doute contribué, mais il n'aurait pas été possible sans les suffrages des classes pauvres, des milieux modestes, qui sont les principales victimes de la transition manquée du collectivisme vers l'économie d'échanges libres.

Pour le peuple bulgare, voici enfin que s'ouvre une perspective positive. Siméon personnifie cette attente parce qu'il n'a cessé d'être, dans les esprits et dans les cœurs, le symbole de la nation bulgare – et tout particulièrement de ce qui, en elle, souffre, résiste et espère depuis plus de cinquante ans.

Mais la victoire de Siméon est encore à venir. Elle viendra au terme de la bataille qu'il engage contre le froid, la misère, l'injustice sociale, la corruption. A la Bulgarie tout entière, nous adressons nos vœux les plus fervents.

GRANDES SURFACES

L'envers du décor

Inquiétude

**Royautés
asiatiques**

p. 5

Sécu

**Une occasion
manquée**

p. 3

Ondes de Schnocks

Le gouvernement a failli voler en éclats. Pas sur les licenciements, fumette de misère ! Mais à cause de l'explication de gravure entre raveurs et anti-raveurs. En direct de Matignon, rebaptisé Schnocks-le-Zoutre, notre correspondant évoque cette crise qui a ébranlé la Jospinie.

Grand Saint-Robert, pardon ! J'me jette à vos pieds mais va falloir que j'parsème mon papier de quelques mots anglistiques puisqu'y faut causer des rave parties et des ravers. J'avais l'aire « sans haine et sans crainte », comme on dit, même si je suis un rocker, membre du fan club du grand Johnny que les petits enfants des ravers chanteront à la maternelle de Saint-Rémy-sur-Deule, pour l'enterrement du dernier Didji (1), mort électrocuté par un câble électrique traînant sur le plancher mouillé des vaches rescapées de l'ESB mais qu'auraient bouffé du gazon où un chtarbé aurait égaré son Ecstasy.

Bon. J'en viens à l'embrouille. Au départ, le gouvernement, en proie à sa bouffée sécuritaire semestrielle. En pointe, le ministre de l'Intérieur qui veut qu'on confisque le matos (le matériel, quoi) si une fête

« techno » (la zizique qui fait badaboum-badaboum) n'est pas déclarée. D'où la fureur de nous, « les jeunes ». Il paraît qu'on a fait des manifs de masse contre la loi « liberticide », des pétitions d'enragés, bref un barouf de tous les diables. D'où la grande scène de l'acte II : panique en la gouvernance.

Panique ! Surtout quand les Duchnocks du gouvernement ont lu dans *Libé* (le journal réalisé par les Anciens combattants de 68 qui s'racontent les barricades en comptant leurs schnocks-options) que les jeunes étaient au bord de l'insurrection. Du moins les jeunes tels que les voient les jeunophiles de gauche en patinette (tendance Aubry) et les jeunistes de gauche en rollers (tendance Lang).

Panique ! Parce que les jeunes de gauche de plus de cinquante ans qui croient que July est resté un Rebelle votent socialiste - donc pour

Lionel. Et comme beaucoup de vrais jeunes, de moins jeunes et de vieillards intègres voteront à l'extrême gauche parce qu'ils sont vraiment socialistes, les éléments jeunes de la gouvernance ont rivalisé dans l'explication poisseuse (« manque de coordination », « déficit de communication ») et dans la récupération pitoyable. Le toujours-jeune Kouchner a dit sur TF1 qu'il ne fallait pas faire la « guerre contre les jeunes ». Et Tasca a expliqué dans *Libé* qu'on risquait de « braquer les adeptes de ces fêtes », car ce qu'ils « n'acceptent pas c'est qu'on leur balance un texte punitif sans sommation ». Elle cause vachement bien, Tasca, pour un ministre de la Culture. Voilà des gens qui sont vraiment à l'écoute des jeunes !

La preuve, c'est qui z'on rencontré les chefs de la Jeunesse socialiste et des « potes », c'est-à-dire des apparatchikis toujours jeunes ou encore jeunes. Après cette super-consultation et ce

chouette dialogue, le professeur Duchnoko a décidé de retirer tout ce qui pouvait fâcher « les jeunes ».

Victoire de « les-jeunes » ? Pince-moi, je rêve ! En c't'affaire foireuse, j'vois la dérouté des fumeurs de moquette ministérielle, la débandade des trouillots d'mes deux baffles, la réduction à l'état liquide de toute la jospinie. Y z'on cru m'faire plaisir, mais leur hypocrisie vicelarde me fout la haine.

On cède comme des papas-mamans hippies en cure psy devant quelques milliers de jeunes qui batifolent en nocturne dans les prés de Cornecul-sur-Gartempe, mais on envoie des CRS matraquer et grenader les gardiens de prison en grève. Libres fumettes à Pétaouchnok, bouffage de fumées lacrymo à Fresnes !

On pleurniche le jeudi sur les « zones de non-droit » et sur les « incivilités » des jeunes mais, le samedi, on laisse d'autres jeunes envahir et ravager des terrains privés, faire du tapage nocturne (12 décibels de trop à Paris, et t'es bon pour le tribunal !) et consommer diverses substances interdites. Tu fumes un joint à Gonesse, t'es bon pour le car de la maison Poulaga. T'es un « adepte » du mouvement techno et t'as droit à un car de Médecins du Monde où on vérifie gratos la qualité de ton Ecstasy. Avec les compliments de Jack ! C'est ça qu'y doivent appeler, dans la gouvernance, le droit à la différence.

JO L'ARSOUILLE

(1) D.J. : Disc Jockey (le mec qui fait tourner des vinyles avec ses mains).

Du bon usage du gâteau...

La sécurité sociale a des excédents. Bonne nouvelle ! Mais la décision gouvernementale de détourner 24 milliards de ces excédents pour financer les allègements de charges patronales des entreprises passées aux 35 heures est à la fois un choix choquant et une occasion manquée.

« Les cotisations sociales, c'est du salaire différé, ça appartient aux salariés », Marc Blondel parle d'or lorsqu'il s'élève contre la décision du gouvernement, et le secrétaire général de la CGT-Force ouvrière de poursuivre : « Il n'est pas normal que la couverture des cotisations sociales se substituent à l'impôt. »

En d'autres termes, la mesure officialisée le 7 juin dernier, par Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, revient à faire financer la réduction du temps de travail (RTT) par... les salariés eux-mêmes.

Mais le gouvernement pouvait-il faire autrement, à partir du moment où il s'interdit de financer sur le budget de l'État une mesure (bonne ou mauvaise, là n'est pas la question) qu'il a eu le courage politique

d'imposer ? Il a donc recours à des subterfuges : l'excédent de la sécu en est un, l'écotaxe prélevée sur les entreprises polluantes, en est un autre.

Le gouvernement justifie le ponctionnement de la sécu en arguant que la RTT a contribué à faire régresser le chômage, donc à faire rentrer des cotisations supplémentaires dans les caisses de la sécu, et qu'il est donc normal que la dite sécu contribue au financement des 35 heures. A la rigueur, on pourrait admettre ce raisonnement, même s'il reste à prouver que l'amélioration sur le marché de l'emploi est uniquement due à la RTT. On voit mal, en revanche, comment expliquer le financement des 35 heures par l'écotaxe. Où est le rapport ?

En fait, que les 35 heures n'aient pas véritablement créé d'emplois, que les 35 heures aient largement contribué à une dégradation des conditions de travail, que les 35 heures soient à l'origine d'une augmentation du temps de travail effectif dans de nombreuses entreprises (du fait que la loi Aubry II n'imposait pas de quota d'embauche pour compenser la RTT), que les 35 heures aient introduit une plus grande flexibilité, une précarité... c'est déjà grave. Mais qu'en plus ce soit les salariés eux-mêmes qui financent une mesure dont la majorité pâtit, c'est un peu fort !

N'était-il pas possible d'utiliser les excédents de la sécu pour diminuer, ne serait-ce qu'une année, les cotisations des salariés et des entreprises ? histoire de renforcer le pouvoir d'achat des Français. L'année prochaine, si la Sécu est déficitaire, comment le gouvernement financera-t-il les allègements de charge liés aux 35 heures ? Il est vrai que ce ne sera plus son problème, puisque les élections seront passées.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le Medef qui ne rate jamais une occasion de paraître solidaire des salariés, menace une nouvelle fois de quitter le conseil d'administration de la Sécurité sociale : « Ponctionner la sécurité sociale, qui est faite pour les malades, les retraités et les familles, afin d'aller encourager la réduction du temps de travail, c'est-à-dire l'encouragement public à l'oisiveté, c'est une idée tellement contraire aux missions de la sécurité sociale que nous ne resterons pas inactifs » a même déclaré Denis Kessler, numéro deux du Medef, avec ce sens de l'humour qui le caractérise.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas encore si le patronat mettra sa menace à exécution mais il faut se rappeler que le Medef a l'habitude de crier au loup. Il l'avait fait en janvier 2000 en annonçant son départ, au plus tard le 31 décembre 2000, des organismes paritaires. Dix-huit mois plus tard, il est toujours là...

Nicolas PALUMBO

Madelin

Qui sera le meilleur porte-drapeau des européanistes ultra-libéraux pour les prochaines présidentielles ? Réponse difficile tant les candidats sont nombreux. Ils peuvent toutefois être appréciés par référence à l'ouvrage de Loïc Wacquant *Les Prisons de la misère* (1). Qui peut défendre aujourd'hui les petits boulots au revenu de gagnemière ? Qui veut promouvoir la société carcérale en pleine expansion aux États-Unis ?

Écoutez Alain Madelin (*Journal du Dimanche* 10 juin) : « Dans les banlieues je découvre une formidable énergie et un appétit (sic) de s'en sortir qui se heurtent à une société bloquée où il est quasi impossible d'accéder à des petits boulots honnêtes - emballer les courses dans un super marché, tondre une pelouse... - ne serait-ce que pour acheter une paire de Nike ! ».

Quel cynisme ! quel mépris ! Alain Madelin se loge-t-il avec Nike ? Se nourrit-il de Nike ? Et plus loin : « Il est deux fois moins risqué d'être délinquant aujourd'hui (...) ce pays ne tourne pas rond : les budgets cumulés de la Justice et de la Police restent inférieurs aux sommes consacrées par l'État à la SNCF ! Je propose d'augmenter le budget de la Justice de douze milliards dont au moins trois pour les établissements spécialisés pour mineurs ».

L'intention est claire : entre investir dans des services publics plus sûrs et efficaces et développer une société carcérale, Alain Madelin a choisi. Nous voilà prévenus.

François ENNAT

(1) « Les prisons de la misère » (prix franco : 45 F). Cf. notre critique dans *Royaliste* n° 753.

royaliste
SOMMAIRE : p.2: Ondes de Schnocks - p.3 : Du bon usage du gâteau - Madelin - p.4 : Tendance Groucho ou courant Blairo ? - Les éclairs du despote - p.5 : Roi sur le toit du monde - p.6/7 : L'envers du décor - p.8 : Vrioni - De Gaulle et l'Allemagne - p.9 : Le classicisme politique contesté - p.10 : Errance - Histoire d'hommes - Rêve - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Choisir les bonnes cibles.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. part. 51700-ISSN0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Nous avons
besoin de vous !

Notre
souscription
continue.

Voir page 11

Tendance Groucho ou courant Blairo ?

Sensationnelle révélation de notre Sylvie : en quittant l'OCI, Lionel Jospin est resté marxiste, mais a rejoint la tendance Groucho, tandis que Laurent prenait la tête du courant Blairo.

Je me demandais comment expliquer en peu de mots comment on peut avoir à la fois une baisse de croissance et une hausse des prix, un euro faible et une balance commerciale déficitaire. Ceci dans une « zone euro » qui glisse dans la déprime.

Réflexion faite, il suffit d'imaginer un autobus conduit par les Marx Brothers. Au volant, le Premier ministre. Après enquête de mon réseau, j'affirme que Lionel, dit « Michel », taube rouge de l'OCI au sein du PS, s'est converti au marxisme tendance Groucho alors qu'il fêtait d'une soupe au canard son entrée à Matignon.

Le marxisme-grouchisme consiste à piloter un véhicule en portant le regard sévère d'un compagnon de Trotski sur un tableau de bord où plusieurs chiffres sont faux - ceux du chômage - sans regarder ceux qui sont vrais et qui indiquent une baisse de la consommation des ménages ces deux dernières années (+ 3,4 % en 1998 ; + 2,8 % en 1999 ; + 2,5 % en 2000) et un fort ralentissement de la croissance depuis quelques mois puisqu'on prévoit officiellement un taux de + 2,4 % au lieu des + 3,1 % annoncés par Laurent Fabius.

Pendant que des passagers demandent au chauffeur ses papiers (cartes de l'OCI, du PS, de l'Amicale des malvoyants et malentendants, des Anciens de la Maison Mitterrand), un autre frère Marx fait une farce : c'est le camarade Fabius dit « Laurent », qui a pris la tête voici un an du courant Blairo (une variante

française du marxo-grouchisme britannique, animée par Tony Blair) : il file un coup de latte dans le mollet de l'hôtesse d'accueil, Elisabeth, alias « Guigou », qui a découvert le marxisme en lisant du Robert Hue, parce qu'elle refuse de virer d'un seul coup tous les chômeurs de l'autobus.

Tandis que des marxo-trotskistes authentiques envoient des cailloux dans le pare-brise, le chauffeur s'aperçoit que deux autres frères en Marx appuient sur les pédales : l'un, grouchiste tendance batave, donne de petits coups d'accélérateur (pédale « taux d'intérêt »), tout en laissant faire le frein moteur (alimenté à New-York) afin de lutter contre l'échauffement des pneus (la hausse des prix, sensible en juin) et en criant qu'il faut changer de carburant (mettre de l'euro fort) pour ralentir (la hausse des prix importée) afin d'accélérer le retour de la croissance. Vous l'avez deviné : le grouchiste batave, c'est Duisenberg qu'il se nomme.

Et l'autre, me direz-vous ? C'est l'inénarrable Trichet, autre frère Marx. De tendance blairo, c'est lui qui a recruté Fabius dans sa cellule clandestine (Banco). Longtemps chargé de traduire en français les mots d'ordre de la Bundesbank, il a appris le batave et prend des mines de taube importante en brandissant un pédalier et un frein à main hors d'usage.

Est-il besoin de préciser que le véhicule en dérapage incontrôlé file vers le fossé ?

Sylvie FERNOY

Les éclairs du despote

Bloquée à Nice par les réactions nationales, la mécanique européiste continue de se détraquer.

Le refus opposé par le peuple irlandais au nouveau traité ouvre une nouvelle impasse juridique, dont les dirigeants de l'Union veulent sortir au mépris de la démocratie.

Plus démocratique que la France, l'Irlande avait organisé le 7 juin un référendum sur la ratification du traité de Nice. Hélas ! Non moins méprisante pour le peuple que l'oligarchie française, la classe dirigeante irlandaise n'a pas daigné expliquer les raisons de voter Oui. A une large majorité, le peuple irlandais a donc refusé le traité (54 % des suffrages) ou s'est massivement abstenu. Ce qui rend la ratification du traité de Nice juridiquement impossible puisque, par définition, un traité adopté par les représentants de quinze pays doit être signé par les quinze chefs d'État de l'Union.

Voilà un sérieux embarras diplomatique. Hubert Védrine, a déclaré que c'était « embêtant » tout en se refusant à dramatiser. Il est vrai qu'il avait anticipé dans ces colonnes (1) la réaction des eurocrates confrontés à un désaveu populaire en nous déclarant que l'Europe se construisait par le « despotisme éclairé ». Tel est bien le cas.

Les ministres des Affaires étrangères des Quinze, réunis à Luxembourg le 11 juin, ont « exclu toute réouverture du texte signé à Nice » et se sont entendus pour arranger le coup par quelques éclaircissements et promesses dont le contenu sera négocié avec le gouvernement irlandais afin d'obtenir un vote positif de la population. C'est se conduire avec les Irlandais comme s'ils étaient des enfants récalci-

trants : on veut leur repasser leur assiette de soupe vaguement réchauffée jusqu'à ce qu'ils consentent, par lassitude, à l'avalier. Comme beaucoup d'abstentionnistes et d'opposants au traité de Nice avaient, le 7 juin, le sentiment qu'on les prenait pour des imbéciles, il n'est pas sûr que la manœuvre eurocratique réussisse.

C'est d'autant moins sûr que le gouvernement irlandais, ignorant délibérément la volonté exprimée le 7 juin, n'a pas souhaité une renégociation du traité et s'est au contraire déclaré « profondément et fermement engagé en faveur de l'Union européenne et du traité de Nice » refusé par les électeurs.

Il reste que les Irlandais ont recours au référendum, alors que les Français en sont privés. Pour des motifs opposés, François Bayrou et Jean-Pierre Chevènement militaient pour une consultation populaire. D'une manière parfaitement cynique, Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, a répondu que ce « prétexte offrirait à la coalition des non l'occasion de s'exprimer contre l'Europe ». Autrement dit, un référendum en France serait perdu par la classe dirigeante, pour qui le consentement populaire n'existe pas s'il est contraire à sa propre volonté.

Somme toute, nous ne sommes même pas en régime de despotisme éclairé : des despotes obtus jettent sur les peuples en rébellion des éclairs de colère et de mépris.

Annette DELRANCK

(1) cf. notre entretien avec Hubert Védrine, *Royaliste* n° 680 du 10 février 1997.

Roi sur le toit du monde

Le massacre de Katmandou pose la question du sens que fait la royauté aujourd'hui en Asie.

Le meurtre du roi et de la reine du Népal par le prince héritier a toutes les allures d'un drame que anachronisme en ce début du XXI^e siècle. La monarchie népalaise n'est-elle pas la dernière monarchie hindoue depuis la suppression des maharadjahs et des nawabs ? Les États-tampons autour de l'ancien empire des Indes avaient conservé leur monarchie comme garantie de leur indépendance, depuis l'Afghanistan (jusqu'en 1973) à l'ouest, le Népal et le Bhoutan au nord (sans parler du Tibet), jusqu'au Siam devenu Thaïlande à l'est. Monarchies encore au Cambodge et au Laos (jusqu'en 1975) et dans les divers sultanats malais de l'Océan indien.

La solution dynastique est si naturelle au sous-continent que ses peuples la retrouvent confusément à travers les héritages politiques dans l'Inde des Gandhi, le Sri Lanka des Bandaranaike ou le Bangladesh.

Quelle est la raison de cet attachement ? Une première explication est anthropologique. Les conceptions hindouistes, étendues au bouddhisme, font du roi un élément indispensable de l'ordre social et moral. Une seconde explication est politique : la démocratie formelle que les monarchies ont eu l'intelligence de laisser gouverner est minée par la corruption. La seule compensation réside dans le rôle d'arbitre du roi, le seul

« pur ». La monarchie népalaise, comme la bhoutanaïse, la thaïlandaise, voire la cambodgienne sous Sihanouk, ont surmonté toutes les crises, politiques mais aussi économiques, et les guerres, civiles et extérieures. Elles ont permis une évolution sans précédent et sans heurt des sociétés et des institutions.

L'un des atouts dans chacun des cas est l'autorité reconnue personnellement au roi sur les forces armées, souvent composées d'unités d'élite (les Gurkhas népalais sont sur tous les théâtres d'opération encore aujourd'hui). Le roi n'appartient-il pas dans cette tradition à la caste des guerriers ? En même temps son prestige ne va pas jusqu'à le diviniser. Il n'est pas prêtre non plus. Sa position, quoique la première, n'est pas tout. Il est une partie du tout, mais sans lui il n'est plus de tout. C'est pourquoi la déstabilisation est générale et pourrait être contagieuse.

Or quelle est la cause de la crise ? Une cause qui est hélas commune à toutes les dynasties asiatiques et qu'elles doivent affronter quasi-simultanément : la succession héréditaire. Point immobile, comme l'écrivait le poète T. S. Eliot, marqué par l'hindouisme et le bouddhisme, dans un monde sans repos, la monarchie asiatique bute sur la question du changement. La succession au Népal est gravement compromise. Le roi Bhumibol de Thaïlande est le plus ancien monarque régnant au

monde (il a accédé au trône en 1946) mais la personnalité du prince héritier pose problème. La succession de Sihanouk n'est pas moins incertaine. Il n'est jusqu'à la cour du Japon dédivinisée depuis 1945 qui ne s'inquiète de l'absence d'héritier dans le couple du prince héritier et de la princesse Masako. Après des décennies de rois, reverrons-nous des reines ?

La Chine, le Viêt Nam, la Corée ont également vécu en monarchie. Ils en cultivent à l'occasion la nostalgie. L'Indonésie comme la Malaisie a encore des sultanats. Personne en Asie ne saurait donc rester insensible à la tragédie népalaise et à ses conséquences. Si unique que soit le pays en son genre, il n'en est pas moins exemplaire d'une crise générale. Participant de l'éternité, vivant dans le secret, incarnant les mythes, les monarchies asiatiques étaient aussi constitutives de l'existence de chacun. Aucune crise, si grave soit-elle, la Seconde Guerre mondiale, le génocide des Khmers rouges, la partition de l'Inde, la crise financière, n'a contraint qui-conque à se remettre radicalement en cause. Le roi était là pour la cohérence de l'ensemble. Quelque chose, du domaine du sacré, s'est peut-être brisé le 1^{er} juin 2001 à Katmandou.

Yves LA MARCK

Rappel : Le *Lys rouge* avait publié, il y a dix ans, un dossier sur certaines monarchies orientales (Laos, Thaïlande, Japon). Ce numéro (n° 42) est toujours disponible au prix de 25 F franco.

♦ **AFGHANISTAN** - Dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, l'ancien roi d'Afghanistan, Mohammed Zaher Chah, qui vit en exil en Italie, a lancé un appel auprès des pays donateurs afin que soit augmentée l'aide humanitaire pour son peuple, compte-tenu « des souffrances prolongées du peuple afghan qui ont atteint des proportions colossales. Souffrances qui résultent de la guerre permanente, de l'absence de sécurité, de la destruction totale des infrastructures, auxquelles sont venues s'ajouter les calamités d'hivers rigoureux et de sécheresse aggravée » avec comme conséquence « que la majorité des populations ont été déplacées ou ont trouvé refuge dans les États voisins ».

♦ **NÉPAL** - La tension a baissé à Katmandou depuis qu'a été rendu public le rapport de la Commission d'enquête, nommée pour faire la lumière sur les circonstances de la tuerie du 1^{er} juin au Palais royal de Narayanhity. Selon ce rapport c'est bien le prince héritier Dipendra qui, sous l'emprise de la boisson et de drogues, a été l'auteur du massacre de la famille royale avant de se donner la mort. L'opposition de sa mère, la reine Aishwarya, à son projet de mariage avec une jeune femme d'origine indienne fut à l'origine du drame.

♦ **BULGARIE** - « La Bulgarie n'est plus la même, nous partons ensemble sur la voie de notre renaissance spirituelle et économique » a déclaré le roi Siméon à l'annonce de la victoire du Mouvement national Siméon II aux élections législatives. Selon des résultats presque définitifs, son parti remporte 120 des 240 sièges à pourvoir, laissant loin derrière la coalition de droite sortante (FUD) avec 51 sièges et le parti socialiste (PSB - ex communiste) avec 48 sièges. Le MDL (turcophone) obtenant, quant à lui, 21 sièges. Le roi, qui ne se cache pas les difficultés : « il y aura beaucoup d'obstacles et la route ne sera pas facile... » a appelé à la formation d'une coalition « avec toutes les forces qui partagent les idées principales » de son mouvement en matière de croissance économique, d'adhésion à l'Otan et de lutte contre la corruption.

♦ **ROUMANIE** - Événement sans précédent : le roi Michel I^{er}, le patriarche Teoctist de l'Eglise orthodoxe roumaine et le président Ion Iliescu ont signé un appel commun « à tous les Roumains de Roumanie et du monde entier ». Dans ce long texte ils appellent à la mobilisation de tous leurs concitoyens : « Nous avons plus que jamais besoin de solidarité, de travail intelligent et acharné, d'un projet d'avenir qui répondent à nos propres aspirations de paix, prospérité et développement ». Ils ajoutent : « Nous ne voulons pas que les Roumains où qu'ils se trouvent aient à souffrir encore comme ont souffert ceux des générations passées ». Face à la pauvreté et pour les enfants de Roumanie ils ont « décidé de rassembler nos efforts dans des actions conjuguées en faveur des nécessiteux ».

L'envers du décor

Christian Jacquiau est expert-comptable et délégué consulaire à la Chambre de commerce de Paris. Dans un livre récent, il a exploré les coulisses d'un monde à la fois familial et opaque : celui de la grande distribution qui fascine par son extrême puissance. Notre invité montre que nous sommes confrontés à une forme particulièrement malfaisante du capitalisme financier, qui pille la richesse industrielle, impose ses pratiques monopolistes au commerce et à l'artisanat, trompe les consommateurs et met en danger leur santé. Voici un acte d'accusation, solidement étayé.

■ **Royaliste : Comment entrer dans les coulisses des « grandes surfaces » ?**

Christian Jacquiau : Par un coup d'oeil sur l'histoire. A la Libération, la France connaît une forte inflation, les commerçants ont une très mauvaise réputation. On les considère le plus souvent comme des « voleurs ». Il y a pénurie des approvisionnements et prolifération des intermédiaires. Le rapport entre le prix à la production et le prix de vente au détail est en moyenne de 1 à 4.

A cette époque, un petit épicer de Landerneau exploite un petit magasin (50 m²), qui a deux particularités : il fonctionne en libre service et son approvisionnement (un peu mystérieux) lui permet des rabais de 20 à 70 % sur les prix courants. D'où un afflux de clientèle, cependant limité par le fait que beaucoup de consommateurs hésitaient alors à « acheter pauvre » - si bien que notre commerçant avait fait repeindre ses vitres en blanc afin qu'on ne puisse voir qui fréquentait son magasin ! Vous avez reconnu Édouard Leclerc.

■ **Royaliste : A-t-il inventé, à lui seul, la distribution que nous connaissons aujourd'hui ?**

Christian Jacquiau : Non. A la même époque, aux États-Unis, un fabricant de caisses enregistreuse essayait de convertir les commerçants au

libre service, afin de vendre ses machines. Il utilisait pour cela un étrange personnage, moitié gourou, moitié comédien, Bernardo Trujillo, qui animait des séminaires sur ce mode d'organisation. Tous les fondateurs de la grande distribution française, ceux qui ont créé Auchan, Carrefour, Castorama, Darty et bien d'autres, ont fréquenté ce séminaire. Trujillo leur a donné des principes qui peuvent paraître aujourd'hui évidents mais qui étaient révolutionnaires pour l'époque : « les pauvres ont besoin de prix bas, les riches adorent les prix bas » ; « empilez haut et vendez à prix bas » ; « faites du cirque en permanence » et enfin le fameux : « no parking, no business ».

■ **Royaliste : Des principes efficaces...**

Christian Jacquiau : En effet. Dans les années soixante, une soixantaine de magasins Leclerc s'étaient créés. Le premier hypermarché, un magasin Carrefour, s'est installé en 1963 dans la banlieue parisienne, à Sainte Geneviève des Bois, avec seu-

lement 2500 m² de surface, avec pour slogan « tout sous un même toit ». Le mouvement était lancé : Leclerc dans l'Ouest, Cora dans l'Est, Auchan dans le Nord.

Ces hypermarchés ont ouvert de vastes débouchés aux agriculteurs, et le monde industriel a immédiatement compris l'intérêt de la grande distribution. Par la suite, les diverses enseignes se sont regroupées dans des centrales d'achat : celles-ci permettaient d'exercer de fortes pressions sur les fournisseurs, en vue d'obtenir des produits à des prix encore plus bas. Le profit de ces groupes se faisait alors en gagnant sur les marges, plus précisément les « marges avant », c'est-à-dire la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. L'efficacité de ces méthodes a permis un développement impressionnant des grandes surfaces : nous sommes passés d'un hypermarché en 1963 à plus de 1000 aujourd'hui, et de 224 supermarchés en 1963 à près de 10 000. Ce qui place la France au premier rang mondial quant au nombre de grandes surfaces.

■ **Royaliste : Tel est l'aspect visible des choses. Passons dans les coulisses.**

Christian Jacquiau : Les grandes surfaces ont cherché à faire encore plus de profits, grâce à ce qu'on appelle pudiquement « les négociations commerciales » ou « marges arrières ». La première méthode, c'est le référencement. Quand un industriel veut vendre à une grande surface, par exemple cinq variétés de tablettes de chocolat, il faut que ses produits soient référencés par une centrale d'achat. Comment ? En figurant sur la liste des entreprises référencées. Pour cela, il faut payer : entre 500 et 1000 F par variété (1000 F pour le chocolat au lait, 1000 F pour le chocolat aux noisettes, etc.) et par point de vente en supermarché. Pour les hypermarchés, il faut compter entre 3000 et 5000 F par variété et par point de vente. Ainsi, pour vendre cinq variétés de tablettes de chocolat dans un réseau qui compte 1 500 supermarchés et 200 hypermarchés, l'industriel devra faire un chèque de plus de 12 millions de francs. Au moment où il débourse cette coquette somme, notre industriel n'a pas vendu une seule tablette de chocolat, et ses ventes ne sont pas assurées.

Si l'industriel du chocolat sort un nouveau produit, une sixième variété, il lui faudra à nouveau signer un chèque pour l'inscrire sur la liste, puis, au bout de deux ou trois ans, pour

être maintenu dans le référencement. On peut aussi faire payer pour exclure un concurrent du référencement : par exemple, deux grandes marques de boisson au cola peuvent payer à la place du petit concurrent qui voudrait faire référencer son produit et qui sera recalé.

■ **Royaliste : On dit aussi qu'il faut « habiller le squelette ». Qu'est-ce que cela signifie ?**

Christian Jacquiau : Au moment du référencement les rayonnages sont encore vides et il faut les remplir. Cela semble simple. Mais, dans la grande distribution, les rayons sont remplis, la première fois, de marchandises qui sont données par les industriels, pour l'ensemble des magasins - ce qui représente un effort considérable.

Bien sûr, le réapprovisionnement des rayons est payé au fournisseur, mais la grande surface lui demande alors une remise très confortable (de 50 à 75 %) sur les premières commandes. Parallèlement, on exige une remise sur quantités (3 à 5 %) et des suppléments par mètres linéaires de rayonnage, ou pour placer des produits en bout de rayon, en « têtes de gondoles », parce que les clients imaginent que les produits placés en ce point sont en promotion - ce qui n'est pas toujours le cas. Mais on vend deux fois plus de tablettes de chocolat en tête de gondole et notre industriel doit

encore faire un chèque pour que son produit soit placé en ce point précis : entre 500 et 800 F pour huit jours dans un seul supermarché, entre 1000 et 1500 F dans un hypermarché. On facture aussi les produits placés en « îlots » (hors rayons), en « avancée de caisse » et les « stops », ces morceaux de cartons fluorescents sur lesquels sont indiqués des prix qui ne sont pas plus promotionnels qu'en tête de gondole mais qui attirent la convoitise des consommateurs.

■ **Royaliste : Quelles sont les autres obligations des fournisseurs ?**

Christian Jacquiau : Ils doivent payer les démonstratrices qui font la promotion des produits, garder les stocks dans leurs entreprises et fournir à la demande les grandes surfaces - qui économisent ainsi sur la gestion des stocks. Ils doivent aussi verser une contribution pour la construction d'un nouveau magasin, et pour la rénovation de locaux.

Il y a bien d'autres exemples de « négociations commerciales » de ce type : une commission parlementaire en a répertorié plus de cinq cents, qui permettent de fructueuses « marges arrières » - autrement dit, l'argent qui revient à la grande surface après « accord » commercial. Le processus de concentration contribue à développer ces pratiques : de 10 % il y a dix ans, les marges arrières atteignent aujourd'hui des taux qui

fluctuent dans certains cas de 40 à 45 % !

■ **Royaliste : Vous montrez aussi que les grandes surfaces s'occupent de créer.**

Christian Jacquiau : Les ventes des produits sont immédiatement encaissées alors que les fournisseurs doivent attendre longtemps pour être réglés : le délai est de 60, 90 et le plus souvent 120 jours. L'argent encaissé et non encore déboursé peut être prêté sous forme de crédit à la consommation. Il peut aussi être prêté au fournisseur lui-même qui, à cause des délais de règlement de ses factures, peut connaître des difficultés de trésorerie. Ces difficultés, la grande distribution peut les résoudre dans des délais très brefs : elle prête à ses fournisseurs l'argent qu'elle leur doit, mais à 1,5 % par mois, ce qui alourdit encore les charges des entreprises industrielles : d'où un impact sur l'innovation, sur les investissements et sur les salaires. Je montre dans « Les coulisses de la grande distribution » comment l'écrasement des marges des industriels favorise aussi les délocalisations.

■ **Royaliste : Combien reste-t-il de centrales d'achat en France ?**

Christian Jacquiau : Il en reste cinq : Carrefour-Promodès qui représente 29 % du marché alimentaire ; Lucie (centrale commune à Leclerc et Système U) qui représente 22 %, Opéra (Casino, Cora, Franprix, Prisma) avec 19 %. Viennent enfin Auchan, (14 %) et Intermarché (13 %). Ces cinq centrales couvrent largement plus de 90 % du marché national. Au rythme où les concentrations s'opèrent, on pense qu'il n'en restera plus que deux au monde dans un délai de cinq ans.

Certains sont fascinés par cette puissance. Or ces groupes ne créent pas de richesse : ils prennent des marges colossales sur des produits vite achetés et vite vendus. L'impact a été considérable sur le commerce et sur l'artisanat.

Il est énorme sur l'agriculture. Nous le connaissons mieux depuis de récents scandales. Ils sont malheureusement dans l'ordre des choses :

la vente en grande surface d'un poulet à 10 F suppose l'existence « d'usines » où l'on fabrique des « produits » très compétitifs, bourrés d'antibiotiques que nous consommons massivement. Nous savons aussi, depuis l'épidémie de fièvre aphteuse, qu'on a renoncé à vacciner les moutons pour des raisons de coût. Les poissons d'élevage sont nourris avec des produits très inquiétants. A moyen terme, les conséquences sur la santé humaine sont plus que préoccupantes : beaucoup d'agriculteurs conscients s'attendent dans les années qui viennent à un véritable « Tchernobyl alimentaire ». Ainsi, les consommateurs vivent sous une menace constante, les fournisseurs industriels sont surexploités et les agriculteurs sont lésés, car la différence de 1 à 4 entre l'achat au producteur et la vente au consommateur qui existait à la Libération ne s'est pas réduite. Simplement, les centrales d'achat ont éliminé les nombreux intermédiaires qui existaient mais sans faire baisser les prix. D'innombrables emplois ont été détruits et, dans le commerce, des secteurs entiers sont menacés. La grande distribution continue à se développer. Elle investit la téléphonie, le tourisme, l'informatique, les assurances, la banque. Une immense puissance se constitue, menaçant les fondements mêmes de notre fragile démocratie, sous le regard indifférent ou complice des responsables politiques. Là comme ailleurs, ils ont démissionné.

Propos recueillis par B. La Richardais



Prix franco : 130 F

Vrioni

Celles et ceux qui, à *Royaliste*, aiment la littérature albanaise et apprécient tout particulièrement l'oeuvre d'Ismail Kadaré ont appris avec tristesse la mort de Yusuf Vrioni son traducteur. Traduction de l'oeuvre du grand écrivain albanaise si fidèle et si belle qu'elle faisait référence pour tous ceux qui, dans le monde, veulent faire connaître celui qui aurait dû, depuis longtemps, recevoir le prix Nobel de littérature.

J'avais rencontré Yusuf Vrioni en 1993 à Tirana, lors d'un déjeuner qui réunissait, à la table de l'Ambassadeur de France, Ismaël Kadaré et une vingtaine d'autres écrivains, cinéastes et artistes albanais. Je garde le souvenir d'un grand intellectuel, magnifiquement parisien et exemplairement albanais, tout au bonheur de vivre dans sa patrie libérée de la terreur, trop élégant pour dire ses souffrances tout au long des treize années passées dans les prisons et les camps du régime d'Enver Hodja, trop humble sans doute pour faire, lui aussi, oeuvre littéraire. Voici peu, Alain Solari avait rendu compte des Mémoires (1) de cet éminent serviteur de la langue française, qui nous avait fait l'honneur de devenir citoyen français sans cesser d'être passionnément albanais. Nous envisageons une rencontre. Elle n'aura pas lieu. Mais les admirateurs d'*Avril brisé*, du *Palais des rêves* et de tant d'autres ouvrages n'oublieront pas ce que la littérature universelle doit à Yusuf Vrioni.

B. RENOUVIN

(1) Yusuf Vrioni, *Mondes effacés*, Lattès, 1998 (prix franco 129 F). Voir *Royaliste* n° 746.

De Gaulle et l'Allemagne

Pierre Maillard fut conseiller diplomatique du général de Gaulle. Son ouvrage est celui d'un acteur, d'un témoin, d'un remarquable historien soucieux de voir la France retrouver rapidement l'esprit et les méthodes de son grand dessein européen.

Il ne suffit pas d'écrire que le livre de Pierre Maillard constitue une indispensable référence (1). Comme la formule est un peu usée, il importe de préciser : ce « *De Gaulle et le problème allemand* » devrait figurer dans toutes les bibliothèques publiques dignes de ce nom et dans tous les centres culturels français à l'étranger. Je dis « devrait » car les dirigeants français, qui n'ont pas ou plus idée de ce qu'est la politique étrangère de la France, n'ont pas le souci d'en faire connaître les principes, les méthodes, et les exemples marquants.

Mais cette période misérable, qui évoque la IV^e République, n'aura qu'un temps. La lecture de Pierre Maillard, au lieu de plonger le lecteur dans la nostalgie, donne furieusement envie de hâter la fin des démissions molles. Pierre Maillard y incite lui-même, dans une conclusion qui pourrait faire l'objet d'un autre livre, mais qui déjà nous invite à relancer la dynamique historique de la nation française.

Pour se convaincre de l'importance du livre, pour l'intelligence du passé et pour l'avenir de la grande Europe, deux approches sont possibles.

On peut choisir une lecture sage, de la première à la dernière ligne, qui conduit de la jeunesse de Charles de Gaulle à l'affaire Soames, en

passant par les deux guerres mondiales : ce cheminement comblera les historiens, qui trouveront une information solide sur les origines et l'évolution des conceptions gauliennes, et une fine analyse des différentes étapes des relations franco-allemandes entre 1958 et 1969.

Normalien (un normalien qui écrit bien, ce qui n'est pas si fréquent !), conseiller diplomatique du général de Gaulle de 1959 à 1964, Pierre Maillard est le témoin privilégié des années décisives et un acteur qui répugne manifestement à se mettre en scène - ce n'est pas non plus très fréquent. Nous tenons donc un excellent livre d'histoire.

On peut aussi aller prendre chez Pierre Maillard des leçons de politique, sans trop de respect pour la chronologie. En ce cas, je conseille de commencer par le chapitre consacré à « *L'entrevue de Colombey* » qui est à tous égards au coeur du livre : portraits du Général et du Chancelier, mise en perspective de la rencontre, évocation émouvante d'une amitié naissante, voici des pages admirables.

Il faut aussi être immédiatement attentif à une phrase peu connue du général de Gaulle, par laquelle Pierre Maillard conclut son évocation de la deuxième guerre mondiale - celle où le Général se demande si « *au moment où tout finit, le Titan vaincu et écrasé n'est pas redevenu un homme, juste le temps d'une larme secrète* ». On se gardera de tout commentaire : il faut être théologien et philosophe pour expliciter la pensée gaulienne.

Ceux qui se préoccupent de la reconstruction politique de l'Europe, après la faillite prochaine des eurocrates ultralibéraux, étudieront d'abord le chapitre XI, « *Du Rhin à l'Oural* » avant d'aller aux pages de conclusion qui démontrent que la reprise d'un projet politique n'est pas la répétition de ce qui fut.

Ayant ainsi butiné, on sera nécessairement porté à reprendre le livre par son commencement afin de redécouvrir Charles de Gaulle. Statufié, mille fois raconté et commenté comme tout autre grand politique ou philosophe, il reparait, cette fois en compagnie de Pierre Maillard, inépuisable et surprenant, toujours en avance sur notre temps.

Régine JUDICIS

(1) Pierre Maillard - « *De Gaulle et le problème allemand* », Les leçons d'un grand dessein - 2^e édition augmentée, F.-X. de Guibert - Préface d'Yves Guéna - prix franco : 150 F.

Promotions du mois (offre valable jusqu'au 31 juillet)

♦ Dominique Decherf - *Bainville, l'intelligence de l'Histoire* - prix franco : 155 F.

♦ Jacques Bainville - *La Guerre démocratique*, journal 1914-1915 - prix franco : 136 F.

Le classicisme politique contesté

La recension infiniment trop rapide que nous avons faite ici-même du livre si important de Jacques Prévotat ne nous a évidemment pas permis de répondre à toutes les questions qu'il pose et qui vont très au-delà du cas particulier de l'Action française (1). Que fut-il, en somme reproché à Maurras et aux siens par le pape Pie XI, sinon de vouloir faire de la politique positive indépendamment de toute régulation théologique ou spirituelle ? Mais un tel grief pourrait s'appliquer à l'ensemble des systèmes de pensée politique modernes, qui, à peu près tous, ont voulu traiter de la cité, en établissant une frontière hermétique par rapport au domaine du pouvoir spirituel et l'héritage de la chrétienté médiévale. La tendance à refuser toute dépendance à l'égard d'une pensée théologique a même conduit à se méfier de tout a priori philosophique qui établirait en référence suprême une vérité axiologique et une morale normative. L'appréciation du *juste* chez Rawls a pris le dessus sur la considération du *bien* trop entaché de métaphysique... Que devient, dans ces conditions la prétention du magistère religieux à intervenir dans le champ politique et comment les chrétiens peuvent-ils vivre en conscience avec leurs convictions dans un système qui non content d'avoir conquis son autonomie, se montre foncièrement rebelle à toute interrogation supérieure ?

La question n'intéresse pas seulement les croyants, elle se pose à tout homme de bonne volonté qui pense qu'il n'y a pas de politique sans visée anthropologique et que la clôture sur elle-même de la théorie de l'État constitue une menace morale grave. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'une contestation sérieuse du classicisme politique - celui qui depuis Bodin réunit tous les penseurs de l'autonomie du politique, qu'ils s'appellent Locke, Hobbes ou Rousseau - commence à poindre dans les milieux chrétiens les plus réactifs au conformisme ambiant. Précisons tout de suite que ces milieux ne se réduisent nullement au « fondamentalisme », tout au moins dans l'acception que l'on donne généralement à ce terme. Le fondamentalisme se dispense généralement d'arguments pour asséner sa vérité brute. Nous avons à faire, au contraire, avec l'auteur que nous voudrions brièvement présenter, à un homme de culture, fin connaisseur des systèmes qu'il discute et qui procède par analyse et par confrontation rigoureuse à l'histoire.

Tel est le jeune théologien catholique américain William Cavanaugh dont il serait très difficile a priori d'établir chez nous la position sur l'échiquier idéologique et politique. On le classerait volontiers à gauche eu égard à sa lutte résolue contre la dictature Pinochet au Chili dans les années 80, alors qu'il travaillait à un projet de constructions de logements pour les défavorisés. Sa ferme opposition à la torture et à la répression policière le range dans la résistance active, sans que pourtant il ait jamais fait usage d'un quelconque contre-terrorisme. Sa seule arme, proclame-t-il fièrement pour ébranler le système répressif fut l'eucharistie (d'où d'ailleurs sa rédaction d'un essai qui s'intitule *Torture*

and Eucharist). Par ailleurs, l'intégralisme théologique dont se réclame Cavanaugh le rend étranger à tout soupçon de progressisme. Les affinités qu'il pourrait avoir avec certains courants de la théologie de la Libération se nuancent du fait de sa radicale prévention par rapport à toute inspiration marxisante. Mais ce sont les bases mêmes de la philosophie politique classique qu'il récuse, au travers d'un examen sans concession de ses origines.

On a coutume de faire naître la pensée politique autonome en Europe des guerres de religion. J'avoue moi-même que j'avais toujours adhéré à cette idée que la laïcisation de l'État avait été commandée par la nécessité de se sortir des conflits religieux et de construire la paix sur une base impartiale. Il a fallu que je lise William Cavanaugh pour remettre en cause cette certitude. C'est une fable, explique-t-il, qui prend les choses à l'envers : « *Les guerres de religion ne provoquent pas mais accompagnent la naissance de l'État moderne. Ces guerres ne consistent pas simplement en un conflit entre le « protestantisme » et le « catholicisme » : dans une large mesure elles visaient à assurer le triomphe de l'État moderne sur les derniers vestiges de l'ordre ecclésial du Moyen-Âge.* » Et surtout,

elles permirent la redéfinition de la religion comme « religion civile », rompant radicalement avec l'essence du christianisme qui conférerait au religieux un sens et un contenu inassimilables par la puissance politique. Or, avec la philosophie politique nouvelle qui accompagne le renversement de l'ordre des choses, c'est bien cette puissance publique qui conquiert le religieux, Martin Luther, Henri VIII et Philippe II travaillant main dans la main à cette entreprise.

Certes, ce n'est pas encore ce qu'on appellera la sécularisation. Les États prennent alors la défense « de la vraie religion », mais ainsi les princes devenaient-ils les souverains de l'Église. « *Cette mise sous tutelle préparait l'éviction finale de l'Église hors de la sphère politique.* » Ce qui explique que, pour les principaux théoriciens de l'État moderne, la religion ait

été exclusivement envisagée sous l'angle d'une religion civile. D'ailleurs le mot *religio* était fort peu usité au Moyen-Âge. A la Renaissance, il acquiert une fortune d'autant plus grande qu'il renvoie à une signification qui le détache de toute réalité ecclésiale. « *Une Église*, écrit Hobbes, *ne diffère en rien d'une république constituée de chrétiens ; on l'appelle État civil.* » L'unité absolue de l'État et de l'Église s'impose donc pour que « *l'homme s'abandonne à l'étreinte pacifique du Léviathan par le biais de l'Église républicaine, dont les membres sont liés non pas mutuellement, mais individuellement au souverain.* »

William Cavanaugh refuse cette religion civile qui dénature l'appartenance au christianisme et s'engage alors dans une impitoyable critique de l'État souverain moderne, tout en dénonçant l'illusion d'une société civile libre qui permettrait l'expression plénière de la diversité humaine, et favoriserait le libre exercice du culte. Prolongeant son analyse à l'évolution actuelle vers la mondialisation, le théologien s'affirme destructeur d'une fausse catholicité. Le moins qu'on puisse dire est qu'il donne à penser, en provoquant à la fois approbation et perplexité. Au terme, ce qu'il réclame c'est la libre expression d'un christianisme évangélique et l'expansion sacramentelle, caritative au sens fort, d'une cité tirée vers l'eschatologie. On peut être sensible à son projet, tout en se demandant s'il permet une autre refondation du politique, comme instance non totalitaire du bien commun.

William Cavanaugh - « *Eucharistie et mondialisation* », ad Solem, 125 p., prix franco : 90 F.

(1) cf. *Royaliste* n° 772, Jacques Prévotat - « *Les catholiques et l'Action française* », Fayard, prix franco : 220 F.

par Gérard Leclerc



Errance

Histoires d'hommes

Rêve

Camille Laurens écrit des romans depuis une dizaine d'années.

Comme grand nombre de ses collègues de plume, elle aurait pu écrire sa biographie. Mais dans son dernier livre elle va au-delà : elle parle d'elle en parlant des hommes, de tous ceux qu'elle a côtoyés durant sa vie.

Quand on y regarde de plus près, la majeure partie des écrivains, y compris ceux de sexe féminin, a largement écrit sur la femme. Et d'ailleurs, c'est sans doute la femme elle-même qui en parle le mieux.

Bien sûr, l'histoire de la littérature fut parfois marquée par d'incontestables « bavures » romancières, certains auteurs étant accusés de faire preuve de sexisme. Mis à part ceci, rien de nouveau... ou plutôt si : Camille Laurens. Pour une fois, la tendance est renversée.

Pour décrire le dernier ouvrage de Camille Laurens, *Dans ces bras-là*, le mot originalité doublé de celui de pertinence est sans nul doute le plus approprié. A part elle-même, aucun autre personnage féminin n'y figure réellement, les quelques exceptions sont là uniquement à titre symbolique. L'homme dans tous ses rôles et fonctions y est présent. Et c'est précisément là le talent de Camille Laurens : celui de transcender l'héroïne du roman au travers des portraits masculins dépeints avec une aisance déconcertante. De fait, c'est toute une vie qui défile avec pour ultime but l'aboutissement d'une quête propre à nous tous : la félicité. Et bien évidemment, l'héroïne cher-

chera l'amour. L'amour présente en chacun des hommes qui traverseront sa vie : du grand-père à l'amant, de l'amant à l'éditeur.

C'est tout simplement trouver (ou retrouver) ces bras d'homme qu'une femme peut chercher, ceux qui rassurent, ceux qui grondent, ceux qui protègent, ceux qui adorent. Mais ce livre est avant tout une histoire d'amour qui dure depuis longtemps déjà : celle entre un écrivain et son public. L'homme que cette femme cherche est peut-être ce lecteur qui ne cesse de s'imprégner de l'héroïne qui décidément est si touchante par sa fragilité.

La performance ici de Camille Laurens, c'est ce fabuleux truchement qu'elle opère entre elle et son héroïne au travers des différentes natures masculines qu'elle décrit avec un talent extraordinaire. Et plus qu'un récit, ce sont de multiples vies qui sont dépeintes tout au long de l'ouvrage parce que c'est un peu une infime partie de nous même que Camille Laurens nous dérobe. Mais comment pourrait-on lui en vouloir ?... c'est fait avec un si grand talent.

Aymeric DARAN

Camille Laurens - « Dans ces bras-là » - Éd. P.O.L. - prix franco : 120 F.

lors que s'annonce un hiver rude et précoce, Ney et son compagnon se sont lancés à la poursuite d'un vieil ours. Mais la neige, le froid et le vent auront raison des efforts des deux trappeurs.

Dans la vallée, une jeune métisse, que l'on devine belle encore, songe avec tristesse aux deux hommes en perdition dans la montagne. C'est que l'un est son demi-frère et l'autre son amant.

A la vue du revolver et de la mare de sang se formant sur le parquet, l'enfant réalise que son père s'est donné la mort. Il rit, il fuit. Le seul moyen d'échapper au destin, n'est-il pas de le devancer ?

De mystérieux liens relient ces personnages et bientôt l'auteur nous plonge dans un univers onirique : « *le rêve est le passage entre la vie et la mort, puis, en retour, entre la mort et la vie* ».

A l'instar des aborigènes qui vivent « avec un pied dans ce que nous appelons le présent, et l'autre dans ce que nous appelons le passé », chacun des protagonistes de ce récit tout empreint de poésie pénètre à l'intérieur de son rêve. Comme les vagues qui naissent puis meurent, le présent n'offre que des « contours flous et variables ».

Par son style fluide, limpide, aérien qui laisse une grande place à l'imaginaire du lecteur, ce roman constitue une réelle réussite.

Michel TACK

Axel Somers - « Le Temps du rêve » - Les Éperonniers, Bruxelles, 2000 - prix franco : 120 F.

La NAR a trente ans... et toujours aussi peu d'argent !

Savez-vous que vous êtes formidables ? Avec la 6^e liste que nous publions ci-dessous, mes inquiétudes ont été balayées et l'objectif atteint. Donc, tout d'abord, un très grand merci à tous ceux qui ont mis la main à leur porte-monnaie, pour certains plusieurs fois, pour d'autres d'une manière très généreuse, mais pour tous en manifestant leur attachement à *Royaliste* et leur intérêt pour l'entreprise que nous poursuivons. En examinant les listes des souscripteurs je me félicite d'y voir les noms de personnalités, non royalistes, qui sont la preuve éclatante que notre journal intéresse, rayonne, diffuse nos analyses bien au delà du cercle forcément limité des militants. C'est, pour nous, à la fois une fierté et une immense espérance.

Quant à ceux de nos lecteurs qui, par nonchalance, oubli, ou pour toute autre raison, ont différé leur participation à l'effort collectif, je voudrais leur dire qu'il n'est pas trop tard, que leur contribution sera la bienvenue, que dépasser l'objectif que nous avons fixé, est pour nous une sécurité supplémentaire. En bref : la souscription continue !

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

David Arnaud 100 F - Jean et Monique Aubry 300 F - A.B. (Hérault) 100 F - Françoise Baudin 100 F - Jacques et Denise Berbineau 200 F - Alain Besson 400 F - Guy Bosc 150 F - P.Y.B. (Hauts de Seine) 1000 F - Didier Bourdelle 100 F - François Bourguignon 100 F - Mme Pierre Boutang 300 F - Gisèle Brodud-Yviquel 200 F - Philippe Cailleux 250 F - Philippe Cappelaere 250 F - Jean-Luc Castro 100 F - Pierre Chalvidan 250 F - Guy Leclerc-Gayrau 250 F - Jean-Loup Commo 250 F - A.D.C. (Israël) 150 F - Jean-Michel Dejenne 100 F - Anonyme Paris 100 F - Marc Desaubiaux 500 F - Stéphane Esquerre 150 F - Bernard Fontaine 100 F - André Gallière 250 F - Yves Garnier 302 F - Laurent Goulard 1000 F - Jean Grimaldi d'Esdra 200 F - François Hiss 500 F - Bernard Javault 250 F - P.J. (Côte-d'Or) 120 F - Patrick Larinier 150 F - Christian Lecocq 250 F - N.L. (Loiret) 300 F - Guy Leres 500 F - Christian Libens 50 F - Philippe Llau 100 F - Jacques de Monneron 500 F - Alain Parguez 250 F - Michel Paris 300 F - Michel Pelletier 500 F - Maurice Perrin 100 F - Jean-Pierre Pianet 200 F - Le juge Michel 200 F - Jacques Roué-Daéron 250 F - Vincent Royon 100 F - Hervé Rumin 200 F - Paul Thibaud 500 F - Gérard Toussaint 200 F - A.M.V. (Hte Garonne) 250 F - Benoît Wollseifen 492 F - Désiré Würsten 100 F.

Total de cette liste : 13 614 F

Total précédent : 46 465 F

Total général : 60 079 F

FAMILLE DE FRANCE

♦ Le prince Jean de France, duc de Vendôme a rompu ses fiançailles avec la duchesse Tatjana d'Oldenbourg pour « des raisons personnelles qu'il ne souhaite pas développer » a indiqué officiellement son secrétariat le lundi 11 juin dernier.

♦ Respectant le souhait du dauphin, nous ne ferons aucun commentaire sur cette décision.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des « mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 27 juin : Familier de nos réunions, Pierre-André TAGUIEFF revient pour nous dire « Comment résister au bougisme ? ». Bien entendu, notre invité, qui

publie un livre sur le sujet, nous expliquera au préalable le sens profond du mot d'ordre qu'on entend partout : « bouger », « vivre à l'heure d'internet », au « rythme du marché » mondialisé. Cette nouvelle langue de bois constitue un progressisme dégradé, qu'il faut examiner de près afin de mettre en forme les répliques sensées, philosophiques et politiques, à l'idéologie de la mondialisation. Directeur de recherches au CNRS, Pierre-André Taguieff, qui joue un rôle de premier plan dans l'animation du courant patriote et républicain, est l'auteur d'un nouvel ouvrage sur le progrès qu'il nous présentera également.

● Cette conférence est la dernière avant les vacances.

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Choisir les bonnes cibles

Nous sommes en guerre sociale. Nous l'avons d'autant moins voulue que tout conflit violent entre Français est contraire à notre souci de l'unité nationale.

Étrangers au marxisme, nous avons mis du temps à admettre la radicalité de cette nouvelle phase de la lutte entre les groupes sociaux. Marqués par la réflexion de René Girard sur la violence, nous ne pouvions croire non plus aux rêves unanimes, ni même aux conciliations durables. Au contraire, les rudes réalités des luttes sociales nous paraissaient inévitables et positives dès lors qu'un État arbitral était en mesure d'établir les bases légales d'un compromis entre les groupes, selon le principe de justice sociale. Telle était une des fonctions de ce qu'on appelle de façon méprisante « l'État-Providence », qui a renoncé à jouer son rôle médiateur et protecteur sous le prétexte qu'il fallait libérer les initiatives et laisser au marché le soin d'harmoniser les rapports sociaux.

Le retrait de la puissance publique a eu les conséquences que nous redoutions - aliénation économique, souffrance sociale. Mais nous n'imaginions pas que les grands capitalistes exprimeraient sans aucune retenue une véritable haine de classe, en même temps que la haine de toute pensée. Il a fallu se rendre tristement à cette évidence, sans cesser d'opposer l'oligarchie financière et les véritables entrepreneurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, sans cesser de dire que le Medef, parti ultra-libéral, n'est pas représentatif du monde patronal.

Le rappel de ces différents points est une nécessité politique. Dans la guerre sociale qui nous est imposée, face à la haine de classe que subissent des millions de nos concitoyens, nous devons faire un effort supplémentaire de clairvoyance afin de choisir les objectifs stratégiques, viser les bonnes cibles, frapper dès que possible au cœur du système oligarchique.

Ce mot d'ordre serait ridicule si nous étions seuls. Tel n'est pas le cas : nous sommes en



accord avec les gaullistes, les communistes, les sociaux-chrétiens qui résistent à l'intérieur de structures délabrées ou dans diverses sociétés de pensée et qui donnent sens et cohérence à la protestation anti-mondialiste.

Ce mot d'ordre ne serait qu'une réaction désespérée si l'ultra-libéralisme n'était en train de s'effondrer en révélant, chaque jour un peu plus, sa violence radicale. Violence de l'aliénation économique, attestée par le fait que le capital étranger détient plus de 45 % des entreprises cotées à l'indice CAC 40 (1). Violence maffieuse, qui a conduit à la mise en examen de Claude Bébear pour « blanchi-

ment de capitaux aggravé » dans l'affaire PanEuroLife. Violence financière d'un Seillière laissant froidement couler AOM-Air Liberté et son personnel. Violence policière à Göteborg, où la police suédoise a tiré sur des manifestants pour défendre les syndics de faillite de l'Europe bruxelloise. Étions-nous de vulgaires polémistes lorsque nous dénoncions les voyous en cols blancs ? Cultivions-nous des fantasmes lorsque nous annoncions que la phase terminale de l'ultra-libéralisme serait sanglante ? Dans la guerre de tous contre tous, il ne peut en être autrement.

D'où la nécessité, pour les défenseurs du bien commun, d'éviter le pire en brisant les logiques mortifères. Nous ne sommes qu'au début de convulsions qui vont s'alimenter de toutes les mauvaises fièvres, purulences et hallucinations dont nous sommes accablés : rivalité mimétique entre un menteur « de gauche » et un imposteur « de droite » pour l'élection présidentielle ; rumeurs sur la franc-maçonnerie cultivées par une presse irresponsable ; campagnes contre l'État et la nation menées par la direction du *Monde* ; exploitation tendancieuse des « affaires » par des tribunaux médiatiques qui accablent Roland Dumas tout en continuant d'honorer Dominique Strauss-Kahn.

On brandit des leurre, on désigne des fausses pistes, on rouvre des plaies. Pour empêcher la généralisation des pulsions violentes, pour que la guerre sociale se termine par une paix juste en vue du bien-être de chacun, il faut préparer au plus vite l'élimination politique des dirigeants discrédités, des affairistes maffieux, et de ces prétendus « libéraux » qui ne supportent ni la démocratie représentative ni le peuple.

Bertrand RENOUVIN

(1) Enquête publiée par *Le Monde* du 15 juin, pages 22-23.